

**Séance ordinaire du
mardi 4 avril 2023**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne-République - Demande de
prorogation de la déclaration d'utilité publique et enquête parcellaire
complémentaire - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain de Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ ayant pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-République a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008. Par délibération du 19 février 2015, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement. Le traité de concession a été signé le 7 avril 2015.

Par arrêté du 25 octobre 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault, a ordonné l'ouverture d'une enquête publique préalable à une déclaration d'utilité publique qui s'est déroulée du 20 novembre au 22 décembre 2017. Par arrêté préfectoral du 22 mai 2018, il a été déclaré l'utilité publique du projet d'aménagement de la ZAC Port

Marianne-République. L'enquête parcellaire a été autorisée par arrêté préfectoral du 26 juin 2018 et une enquête parcellaire complémentaire a été autorisée par arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2021.

A ce jour, il reste à finaliser des acquisitions foncières représentant une superficie d'environ 6429 m². La déclaration d'utilité publique, d'une validité de cinq ans, arrive à expiration le 22 mai 2023. Il est donc proposé de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault la prorogation des effets de la Déclaration d'Utilité Publique en vue de finaliser ces acquisitions et de demander l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire.

En application de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête parcellaire a pour but de procéder contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres intéressés, nécessaires à la finalisation de l'opération d'aménagement portant sur la ZAC Port Marianne-République.

Le dossier à déposer à la Préfecture pour la mise à l'enquête parcellaire complémentaire comporte un plan parcellaire, un état parcellaire, un plan de situation et une notice explicative du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault la prorogation de la déclaration d'utilité publique au profit de la Ville de Montpellier, ou de son concessionnaire la SA3M, en vue de l'aménagement de la ZAC Port Marianne-République sur le territoire de la Commune de Montpellier, conformément à l'article L.121-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- D'arrêter le dossier d'enquête parcellaire complémentaire de la ZAC Port Marianne- République ;
- De demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête parcellaire visant à obtenir un arrêté de cessibilité des parcelles restant à acquérir dans le cadre de la réalisation de la ZAC Port Marianne-République ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- enquete parcellaire complementaire.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-225273-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.